

Stop à l'austérité

Priorité aux revendications



ALLIER

Le plan d'austérité du gouvernement s'ajoute à toutes les décisions déjà prises depuis plusieurs années qui visent à réduire le « coût du travail » et les dépenses publiques.

Cette offensive est menée au nom du remboursement de la dette et de la réduction des déficits publics exigés par l'Union Européenne et le FMI.

Le mécanisme est simple : le gouvernement arrose les spéculateurs et les banquiers et assèche les rentrées fiscales. C'est ce qui creuse le déficit, qui est passé de 51 à 142 milliards avec la crise de 2008. Et maintenant, comme en Espagne, en Grèce, au Portugal, il faudrait que les salariés payent la note !

A FO, nous disons : la dette n'est pas celle des salariés.

Les allègements fiscaux et autres exonérations en tous genres pour les employeurs se multiplient depuis 1982. Cela représente un manque à gagner pour l'Etat de 140 milliards d'euros chaque année, c'est-à-dire l'équivalent du déficit annoncé !

A FO, nous disons : STOP à l'austérité et à la dictature de la dette.

C'est pour cela que nous ne nous associons pas à l'intersyndicale (Cgt, Cfdt, Fsu, Solidaires, Unsa) qui se prononce pour la réduction des déficits publics et fait même des offres de service au gouvernement et au patronat pour y arriver.

De même, nous refusons les nouvelles journées d'action et de manifestation sans grève nationale et sans revendication précise. C'est la stratégie de la défaite ! En 2010, c'est ce qui a permis au gouvernement de passer sa loi sur les retraites !

Pour gagner, il faut l'action commune sur les revendications, la grève interprofessionnelle « pour bloquer le pays ».

A FO, nous disons : priorité aux revendications des salariés.

**5 % d'augmentation des salaires, pensions et minima sociaux,
200 € tout de suite pour le SMIC, une prime de transport de 400 € minimum
Stop à la RGPP, annulation des suppressions de postes dans la Fonction Publique
Arrêt des licenciements, relance des préretraites dans le secteur privé
Abrogation des lois Fillon sur les retraites**

Pour se préparer à gagner sur les revendications

MEETING INTERPROFESSIONNEL

**Mardi 4 octobre à 17 heures
Château de Panloup à Yzeure**

Avec Anne **BALTAZAR**, *Secrétaire Générale
de la Fédération Générale des Fonctionnaires*

Daniel **CHALIER**, Fédéral des **Services Publics et de Santé**

Frédéric **BOCHARD**, Fédéral **Enseignement**

**Défendre
les revendications
des salariés ?**

**Où réclamer la maîtrise
des dépenses publiques ?**

⇕
FO a choisi !

FO n'a pas donné suite aux propositions de l'intersyndicale nationale
CGT-CFDT-FSU-UNSA- Solidaires qui ont décidé d'une nouvelle
journée d'action en octobre, pour trois raisons :

1- Il ne s'agit pas d'une grève interprofessionnelle, le mot de grève ne
figure même pas dans le communiqué commun. Une journée d'action de
plus pour ne rien gagner, non merci !

2- Il n'y a aucune revendication salariale claire, mis à part pour les
« bas revenus ». Comme si la baisse du pouvoir d'achat ne touchait pas
tous les salariés ! Mais il est vrai que François CHEREQUE de la CFDT
réclame en plus une hausse de la CSG !

**3- L'intersyndicale se prononce pour « maîtriser les déficits
publics »**, après avoir demandé le 18 août « la tenue d'une véritable
concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner
les mesures à prendre pour (...) réduire la dette ». Réduire la dette ? C'est
au nom de ça que l'on gèle nos salaires, qu'on saccage les services
publics, qu'on attaque les retraites. Non merci !

**« En Belgique,
l'indexation des salaires
sur l'inflation a dopé
l'activité. »**
Le canard enchaîné du 24
août 2011

*Alors que France de Sarko et
l'Allemagne de Merkel avouent une
croissance nulle au deuxième trimestre,
« sans gouvernement, la Belgique
affiche une croissance insolente », se
scandalise « le Figaro » (18/8). La
hausse du PIB a atteint 0,7 % au
deuxième trimestre. Et pourquoi ce
miracle en plein marasme européen ?
« Les ministres belges qui expédient les
affaires courantes depuis juin 2010
n'ont osé prendre aucune mesure
d'austérité, et l'inflation a dopé
l'activité », ajoute le « Figaro ». Sarko
et Merkel savent ce qu'il leur reste à
faire.*

Plus de salaire

=

+ Plus de consommation

+ Plus d'emplois

+ Plus d'argent pour
l'assurance maladie, les
retraites, les allocations
chômage

+ Plus de rentrées fiscales
pour l'Etat (Impôt sur le revenu,
TVA...)

La dette de l'Etat ? Elle est creusée par les spéculateurs !

**La dette de l'Etat est le résultat des politiques économiques des gouvernements successifs
(de toutes les couleurs, il n'y a qu'à regarder les dates) dont les bénéficiaires ont toujours
été les spéculateurs. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.**

Impôts sur le revenu : en 1986, les plus riches avaient
un taux d'imposition de 65 %.
Il est passé à 50 % en 2000, puis à 41 % en 2008.
Le bouclier fiscal a coûté 679 millions d'euros pour
rembourser l'impôt des plus riches !

Impôts sur les sociétés : en 1985, il était de 50 %, il est
à 33 % depuis 1993.

Le taux effectif d'imposition est de 18 % en moyenne
pour les entreprises. **Pour les entreprises du CAC 40
(les 40 plus riches), ce taux n'est que de 8 % !!!**

La taxe professionnelle : elle a été réduite en 1999 puis
supprimée en 2010

Coût pour l'Etat : 15 milliards d'euros.

Les exonérations de cotisations de sécurité sociale :
elles sont en augmentation régulière depuis 1982. C'est
l'Etat qui paye à la place des employeurs.

Coût en 2010 : 22 milliards d'euros

**La dette, une bonne affaire pour les banques et les
spéculateurs** : la dette totale de l'Etat s'élève à 1646
milliards d'euros.

Les banques, responsables de la crise financière, ont
encaissé en 2010 **45 milliards d'euros d'intérêts sur
cette dette.**

Lorsque qu'il y a eu en 2008 le plan où l'Etat a aidé les
banques, ce sont **360 milliards d'euros** qui ont été
empruntés sur les marchés financiers !

ELECTIONS DU 20 OCTOBRE

VOTEZ FORCE OUVRIERE